



**Sapeurs-Pompiers
de la Seine-Maritime**

N° 2021- 17

Publié le : 22 octobre 2021

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME

Le contenu intégral des actes et des délibérations peut être consulté sur demande auprès du pôle juridique

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6 rue du verger

CS 40078

76192 Yvetot Cedex

www.sdis76.fr



ARRETES DE MONSIEUR LE PREFET

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime**
6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex



SOMMAIRE

ARRETES DE MONSIEUR LE PREFET

N°	Date	Titre
21-091	14/10/2021	Arrêté portant liste des représentants des sapeurs-pompiers volontaires du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime pouvant siéger au conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires de la Seine-Maritime
21-092	14/10/2021	Arrêté portant liste des représentants de l'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime pouvant siéger au conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires de la Seine-Maritime



ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime**
6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex



SOMMAIRE

ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

N°	Date	Titre
AG-2021-171	27/09/2021	Arrêté portant constitution du jury de concours de maîtrise d'œuvre pour le projet de construction du Centre d'incendie et de secours de Fécamp
AG-2021-239	07/10/2021	Arrêté portant composition du Comité technique compétent pour l'ensemble des agents du Sdis
AG-2021-240	07/10/2021	Arrêté portant composition du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail compétent pour l'ensemble des agents du Sdis
AG-2021-241	07/10/2021	Arrêté portant composition de la Commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C
AG-2021-242	07/10/2021	Arrêté portant composition du Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires
AG-2021-243	07/10/2021	Arrêté portant composition du Comité de groupement Sud
AG-2021-244	07/10/2021	Arrêté portant composition du Comité de groupement Ouest

N°	Date	Titre
AG-2021-245	07/10/2021	Arrêté portant composition du Comité de groupement Est
AG-2021-246	07/10/2021	Arrêté portant liste départementale des formateurs aux structures de feux réels pour l'année 2022
AG-2021-247	14/10/2021	Arrêté portant choix du lauréat et attribution des primes aux candidats dans le cadre du concours de maîtrise d'œuvre pour le projet de construction du Centre d'incendie et de secours de Fécamp



**Sapeurs-Pompiers
de la Seine-Maritime**

**DELIBERATIONS
DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Réunion du 07 octobre 2021

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime
6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex**



SOMMAIRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance	N°	Service instructeur	Titre
07/10/21	DCA-2021-061	Groupe ment de l'Administration générale et des affaires juridiques	RC 2021-09 – demande de prise en charge de réparation
07/10/21	DCA-2021-062	Groupe ment Ressources humaines	Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels
07/10/21	DCA-2021-063	Groupe ment Ressources humaines	Engagés de service civique
07/10/21	DCA-2021-064	Groupe ment Formation et activités physiques	Convention immersion opérationnelle entre le Sdis 53 et le Sdis 76
07/10/21	DCA-2021-065	Groupe ment Formation et activités physiques	Convention de partenariat entre la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) du Havre et le Sdis 76
07/10/21	DCA-2021-066	Pôle stratégie et cohérence territoriale	Convention de partage de données
07/10/21	DCA-2021-067	Groupe ment Finances	Entretien et réparation des ensembles de protections textiles

Séance	N°	Service instructeur	Titre
07/10/21	DCA-2021-068	Groupeement Finances	Fourniture de combustible et de carburant pour le Sdis 76
07/10/21	DCA-2021-069	Groupeement Finances	Vente de matériels – mises à prix
07/10/21	DCA-2021-070	Groupeement de l'Administration générale et des affaires juridiques	Protocole d'accord transactionnel entre le Sdis 76 et la SAS Aliavox



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

**Arrêté n° 21-091 du 14 octobre 2021
portant liste des représentants des sapeurs-pompiers volontaires
du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime
pouvant siéger au conseil de discipline départemental
des sapeurs-pompiers volontaires de la Seine-Maritime**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du mérite**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la sécurité intérieure ;
- Vu l'arrêté du 29 novembre 2005 modifié portant organisation du conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} avril 2019 nommant Monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°21-44 en date du 19 avril 2021 portant délégation de signature à Monsieur Clément VIVES, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté n°19-04 bis du 16 janvier 2019 portant liste des représentants de l'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime pouvant siéger au conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires de la Seine-Maritime.

ARRETE

Article 1^{er} -

La liste des représentants des sapeurs-pompiers volontaires au sein de laquelle sont tirés au sort les membres du conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires, est composée des membres élus à la commission administrative et technique des Services d'incendie et de secours (CATSIS) et au Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires (CCDSPV), et arrêtée comme suit :

Représentants les sapeurs	
SAP 1ere cl Nancy LOGER	SAP 1ere cl Benjamin MARTIN
Représentants les caporaux	
CCH Pascal ANCELOT	CCH Manon DIOLOGENT
Représentants les sous-officiers	
SCH Mehdi COTARD	SCH Yannick AUBERY
ADJ Frédéric BOU	ADC Baudoin CANU
ADC Stéphane LEFRANCOIS	
Représentants les officiers	
LTN Angela RENARD	LTN Damien LAINE
CNE Nicolas VACLE	LTN Mickael FOURNIER
CNE Jean-Bernard BOCLET	LCL Hervé TESNIERE
MCD Annie-Claude BECHE THIERREE	MCN Aliénor GUILLAUME

Article 2 -

Madame la secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 -

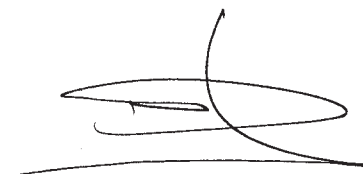
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Seine-Maritime et du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Article 4 -

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication, en application de l'article R. 421-1 du code de la justice administrative.

Fait à Rouen, le

14 OCT. 2021

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and strokes, positioned above a horizontal line.

Pierre André DURAND



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

**Arrêté n° 21- 092 du 14 octobre 2021
portant liste des représentants de l'administration
du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime
pouvant siéger au conseil de discipline départemental
des sapeurs-pompiers volontaires de la Seine-Maritime**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du mérite**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la sécurité intérieure ;
- Vu l'arrêté du 29 novembre 2005 modifié portant organisation du conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} avril 2019 nommant Monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°21-44 en date du 19 avril 2021 portant délégation de signature à Monsieur Clément VIVES, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté n°19-04 bis du 16 janvier 2019 portant liste des représentants de l'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime pouvant siéger au conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté n°AG-2021-155 en date du 23 août 2021 portant composition du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

A R R E T E

Article 1^{er} –

La liste des représentants de l'administration, au sein de laquelle sont tirés au sort les membres du conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires, est composée des membres élus siégeant avec voix délibérative au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours (CASDIS), et arrêtée comme suit :

Membres titulaires du CASDIS 76				Membres suppléants du CASDIS 76			
Membres représentant le Département							
				Monsieur	ROCHE	Olivier	Conseiller départe- mental – Octeville
Madame	COUPPEY	Louisa	Conseillère départe- mentale – Le Havre 4	Madame	DURANDE	Florence	Conseillère départe- mentale – Octeville
Madame	GUEROULT	Claire	Conseillère départe- mentale – St Romain de Colbosc	Monsieur	BAZILLE	Alain	Conseiller départe- mental- Fécamp
Madame	COTTEREAU	Chantal	Conseillère départe- mentale – Luneray	Madame	RENOU	Patricia	Conseillère départe- mentale- Port Jérôme sur Seine
Madame	LUCOT-AVRIL	Virginie	Conseillère départe- mentale – Gournay en Bray	Monsieur	DECOUDRE	Joël	Conseiller départe- mental – Gournay en Bray
Madame	TESSIER	Dominique	Conseillère départe- mentale – Fécamp	Monsieur	LHEUREUX	Jérôme	Conseiller départe- mental – Saint Valéry en Caux
Monsieur	DEMAZURE	Julien	Conseiller départe- mental – Mesnil-Esnard	Madame	DURAME	Delphine	Conseillère départe- mentale – Mesnil Esnard
Monsieur	TERRIER	Didier	Conseiller départe- mental – Yvetot	Madame	BILOQUET	Armelle	Conseillère départe- mentale – Neufchâtel en bray
Monsieur	METOT	Dominique	Conseiller départe- mental – Bolbec	Madame	FLAVIGNY	Catherine	Conseillère départe- mentale – Mont Saint Aignan
Madame	MOREL	Christine	Conseillère départe- mentale – Le Havre 2	Monsieur	JACQUES	Laurent	Conseiller départe- mental – Eu
Madame	CANU	Pierrette	Conseillère départe- mentale – Barentin	Monsieur	MARTOT	Stéphane	Conseiller départe- mental – Rouen 3
Monsieur	ROULY	Nicolas	Conseiller départe- mental- Grand Quevilly	Monsieur	RASSE-LAM- BRECQ	Valentin	Conseiller départe- mental – Rouen 1
Membres représentant les Communes							
Monsieur	BERTRAND	Nicolas	Maire des Grandes Ventes	Monsieur	PICARD	Eric	Maire de Gournay-en- Bray
Monsieur	CORITON	Bastien	Maire de Rives en Seine	Monsieur	GUERARD	Hervé	Maire de Neuville-Fer- rières
Monsieur	COLIN	Gérard	Maire de Veauville-lès- Quelles	Madame	CLABAUT	Anne-So- phie	Maire de Montville
Monsieur	THEVENOT	Jean-Pierre	Maire de Cany-Barville	Monsieur	HERMAND	Thomas	Maire de Serqueux
Membres représentant les EPCI							
Madame	POUSSIER- WINSBACK	Marie- Agnès	Psdt de Fécamp Caux Littoral Agglo- mération	Monsieur	AUBRY	Pierre	Vice Psdt de Fécamp Caux Littoral Agglo- mération
Monsieur	COUTEY	Guillaume	Maire de Malaunay, membre de la Métro- pole de Rouen	Monsieur	MAUGER	Jean-Mi- chel	Maire de St Pierre de Varengville – membre de la Métro- pole de Rouen
Monsieur	SAINT-MARTIN	Florent	Vice-Psdt de Le Havre Seine Métropole	Monsieur	BRUNEAU	Alban	Vice Psdt de Le Havre Seine Métropole
Monsieur	BUREAUX	Olivier	Psdt de la communau- té de communes Ter- roir de Caux	Monsieur	BRUMENT	Antoine	Maire de Martigny, membre de la com- munauté d’agglomé- ration de la région dieppoise

Article 2 –

Madame la secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 –

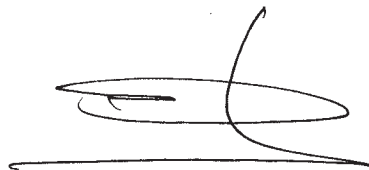
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Seine-Maritime et du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Article 4 –

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication, en application de l'article R. 421-1 du code de la justice administrative.

Fait à Rouen, le

14 OCT. 2021

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'P' and 'A' followed by 'DURAND'.

Pierre André DURAND

ARRETE N° AG-2021-171
**Portant constitution du jury de concours de maîtrise d'œuvre pour le
projet de construction du centre d'incendie et de secours de Fécamp**

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- l'article n°8 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- les articles 88 à 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- le Code de la commande publique ;
- le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L 1424-30 ;
- l'arrêté du président de département n°AG-2021-050 du 19 juillet 2021 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- la délibération n°2018-CA-22 du Conseil d'administration portant création de l'autorisation de l'autorisation de programme (AP) relative à la reconstruction du Centre d'incendie et de secours de Fécamp ;
- la délibération n°2017-CA-32 du Conseil d'administration relatif au bilan du groupe de travail et propositions concernant la Nouvelle Politique Immobilière ;
- la délibération n°2018-CA-10 du Conseil d'administration portant sur les modalités de désignation des équipes de maîtrise d'œuvre dans le cadre de la Nouvelle Politique Immobilière.

Considérant l'estimation du montant des travaux et par voie de conséquence celui de la mission de maîtrise d'œuvre,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Un concours est organisé en vue d'attribuer à son lauréat un marché de maîtrise d'œuvre pour la conception et la réalisation du Centre d'incendie et de secours de Fécamp.

ARTICLE 2 :

Le jury du concours relatif à la phase concours est ainsi constitué :

- Monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Président du jury),
- Monsieur Nicolas BERTRAND, membre de la commission d'appel d'offres,
- Madame Louisa COUPPEY, membre de la commission d'appel d'offres,
- Monsieur Bastien CORITON, membre de la commission d'appel d'offres,
- Monsieur Julien DEMAZURE, membre de la commission d'appel d'offres,
- Madame Dominique TESSIER, membre de la commission d'appel d'offres,
- Madame Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, Maire à la ville de Fécamp,
- Monsieur le Colonel Rémy WECLAWIAK, Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime par intérim,
- Madame Sophie FIQUET, architecte désignée par le Conseil Régional de l'Ordre des Architectes de Normandie,
- Monsieur Joachim ENGELHARD, architecte désigné par le Conseil Régional de l'Ordre des Architectes de Normandie,

- Monsieur Nicolas METERREAU, architecte désigné par le Conseil Régional de l'Ordre des Architectes de Normandie,
- Monsieur Éric PIARD, architecte désigné par le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de la Seine-Maritime

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Yvetot, le 27 septembre 2021

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20210927-AG-2021-171-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/09/2021

Affichage : 27/09/2021

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,

Signé électroniquement, le 27/09/2021
Andre GAUTIER, Président CASDIS

Monsieur André GAUTIER

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

ARRÊTÉ N°AG-2021-239
portant composition
du Comité technique
compétent pour l'ensemble des agents du Sdis

Le Président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- la loi n° 2010-751 du 05 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social,
- le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié, relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- l'arrêté n° AG-2021-050 en date du 19 juillet 2021 du Président du Département portant désignation de monsieur André GAUTIER, Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- la délibération n° 2018-BCA-40 en date du 06 juin 2018 portant organisation des instances de gestion du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, instaurant la parité au Comité technique et fixant le nombre de sièges titulaires à six,
- la liste présentée par le syndicat SA SP PATS 76 pour l'élection des représentants du personnel au Comité technique,
- la liste présentée par le syndicat CGT 76 pour l'élection des représentants du personnel au Comité technique,
- le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour le renouvellement des représentants du personnel dans le cadre des élections professionnelles en date du 06 décembre 2018,
- la délibération n° DCA-2021-032 du Conseil d'administration en date du 06 septembre 2021 portant désignation des membres du Conseil d'administration siégeant au sein des instances de gestion du Sdis 76,
- l'arrêté n° AG-2020-966 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 02 décembre 2020 portant composition du Comité technique compétent pour l'ensemble des agents du Sdis 76,

Considérant que les membres du Conseil d'administration appelés à siéger au Comité technique ont été désignés par la délibération n° DCA-2021-032 du 6 septembre 2021.

Sur proposition de monsieur le Directeur départemental par intérim,

ARRETE

Article 1er :

Le Comité technique départemental unique compétent pour l'ensemble des agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est composé comme suit :

Représentants de l'administration :

Titulaires :

- Monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, désigné Président du Comité technique,
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Virginie LUCOT-AVRIL, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Jean-Pierre THEVENOT, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Dominique TESSIER, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Suppléants :

- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Julien DEMAZURE, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Pierrette CANU, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Christine MOREL, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Guillaume COUTEY, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.
- Madame Claire GUEROULT, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Représentants du personnel :

Titulaires :

- Monsieur Mathieu GIBASSIER,
- Monsieur Thomas BRU,
- Monsieur Sébastien FILLIETTE,
- Madame Éloïse LEFEBVRE,
- Monsieur François JOUTEL,
- Monsieur Bertrand BOCLET,

Suppléants :

- Monsieur Matthieu DENIS,
- Monsieur Thierry LEMARIE,
- Monsieur Jérémy MENARD,
- Madame Gladys TEINTURIER
- Monsieur Florent FIDELIN,
- Madame Laure MORIOT.

Article 2 :

L'arrêté n° AG-2020-966 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 02 décembre 2020 portant composition du comité technique compétent pour l'ensemble des agents du Sdis 76 est abrogé.

Article 3 :

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notifié aux membres du Comité technique susnommés.

Article 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Yvetot, le 07 octobre 2021

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20211007-AG-2021-239V2-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/10/2021

Affichage : 11/06/2021

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et
de secours de la Seine-Maritime,

Monsieur André GAUTIER

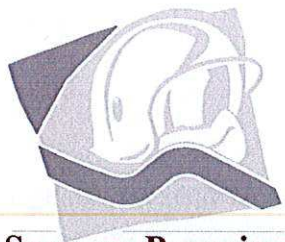
Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°3

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



**Sapeurs-Pompiers
de la Seine-Maritime**

A R R E T E N°AG-2021-240
portant composition
du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail compétent
pour l'ensemble des agents du Sdis

Le Président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,
- l'arrêté n° AG-2021-050 en date du 19 juillet 2021 du Président du Département portant désignation de monsieur André GAUTIER, Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- la délibération n° 2018-BCA-40 en date du 06 juin 2018 portant organisation des instances de gestion du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, instaurant la parité au Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et fixant le nombre de sièges titulaires à six,
- le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour le renouvellement des représentants du personnel dans le cadre des élections professionnelles en date du 06 décembre 2018,
- la délibération n° DCA-2021-032 du Conseil d'administration en date du 06 septembre 2021 portant désignation des membres du Conseil d'administration siégeant au sein des instances de gestion du Sdis 76,
- l'arrêté n° AG-2019-137 du 06 novembre 2020 portant composition du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail compétent pour l'ensemble des agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Considérant que les membres du Conseil d'administration siégeant au Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ont été désignés par délibération n° DCA-2020-032 du 06 septembre 2021,

Sur proposition de monsieur le Directeur départemental par intérim,

ARRETE

Article 1er :

Le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail compétent pour l'ensemble des agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est composé comme suit :

Représentants de l'administration :

Titulaires :

- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, désigné président du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ;
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Madame Dominique TESSIER, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Madame Virginie LUCOT-AVRIL, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Madame Pierrette CANU, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Suppléants :

- Monsieur Julien DEMAZURE, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Monsieur Gérard COLIN, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Monsieur Jean-Pierre THEVENOT, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Madame Claire GUEROULT, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Madame Chantal COTTEREAU, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Monsieur Thomas HERMAND, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Représentants du personnel :

Titulaires :

- Monsieur Matthieu DENIS,
- Monsieur Thierry LEMARIE,
- Madame Eloïse LEFEBVRE,
- Monsieur Thomas BRU,
- Monsieur François JOUTEL,
- Madame Laure MORIOT,

Suppléants :

- Monsieur Jérémie MENARD,
- Monsieur Fabien DOUILLET,
- Monsieur Renaud JAN,
- Monsieur Yacine MOUFADDAL,
- Monsieur Guillaume SIMON,
- Monsieur Philippe SEVESTRE,

Article 2 :

L'arrêté n° AG-2020-968 de Monsieur le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 02 décembre 2020 fixant la composition du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail pour l'ensemble des agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine Maritime est abrogé.

Article 3 :

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notifié aux membres du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail susnommés.

Article 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du code de justice administrative.

Yvetot, le 07 octobre 2021

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et
de secours de la Seine-Maritime,



Monsieur André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20211007-AG-2021-240V2-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/10/2021
Affichage : 11/06/2021

Pour l'autorité compétente par délégation





A R R E T N°AG-2021-241
portant composition
de la Commission administrative paritaire
des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C

Le Président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- l'arrêté n° AG-2021-050 en date du 19 juillet 2021 du Président du Département portant désignation de monsieur André GAUTIER, Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- la délibération n° 2018-BCA-40 en date du 06 juin 2018 portant organisation des instances de gestion du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et fixant pour la Commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C le nombre de sièges titulaires à six représentants du groupe hiérarchique supérieur,
- la liste présentée par le syndicat SA SPP PATS 76 pour l'élection des représentants du personnel à la Commission administrative paritaire de sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C,
- la liste présentée par le syndicat CGT 76 pour l'élection des représentants du personnel à la Commission administrative paritaire de sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C,
- le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour le renouvellement des représentants du personnel dans le cadre des élections professionnelles en date du 06 décembre 2018,
- la délibération n° DCA-2021-032 du Conseil d'administration en date du 06 septembre 2021 portant désignation par le Président des membres du Conseil d'administration pour siéger au sein des instances de gestion du Sdis 76,
- l'arrêté n° AG-2020-967 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 02 décembre 2020 portant composition de la Commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C,

Considérant que les membres du Conseil d'administration siégeant à la Commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C ont été désignés par délibération n° DCA-2020-032 du 06 septembre 2021,

Sur proposition de monsieur le Directeur départemental par intérim,

A R R E T E

Article 1er :

La Commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C, instituée auprès du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est composée comme suit :

Représentants de l'administration :

Titulaires :

- Monsieur André GAUTIER, Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, Président de la commission administrative paritaire,
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Dominique TESSIER, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Pierrette CANU, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Claire GUEROULT, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Suppléants :

- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Gérard COLIN, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Patricia RENOU, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Christine MOREL, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Hervé GUÉRARD, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.
- Monsieur Dominique MÉTOT, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.
-

Représentants du personnel :

Titulaires :

- Monsieur Mathieu GIBASSIER,
- Monsieur Cyrille REBISCHUNG,
- Monsieur Gérald GRISEL,
- Monsieur Sébastien FILLIETTE,
- Monsieur Frédéric POUVREAU,
- Monsieur François JOUTEL.

Suppléants :

- Monsieur Yacine MOUFADDAL,
- Monsieur Thomas BRU,
- Monsieur Arnaud DUVAL,
- Madame Eloïse LEFEBVRE,
- Monsieur Bertrand BOCLET,
- Monsieur Florent FIDELIN.

Article 2 :

L'arrêté n° AG-2020-967 du Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 02 décembre 2020 modifiant la composition de la Commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C est abrogé.

Article 3 :

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notifié aux membres de la Commission administrative susnommés.

Article 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Yvetot, le 07 octobre 2021

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20211007-AG-2021-241-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/10/2021

Affichage : 11/06/2021

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et
de secours de la Seine-Maritime,

Monsieur André GAUTIER

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**Sapeurs-Pompiers
de la Seine-Maritime**

A R R E T E N°AG-2021-242
portant composition
du Comité consultatif départemental
des sapeurs-pompiers volontaires

Le Président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- le code de la sécurité intérieure et ses annexes,
- l'arrêté ministériel du 29 mars 2016 modifié portant organisation du Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires,
- l'arrêté n° AG-2021-050 en date du 19 juillet 2021 du Président du Département portant désignation de monsieur André GAUTIER, Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- le procès-verbal de recensement des élections des sapeurs-pompiers volontaires au Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires en date du 27 octobre 2020,
- l'arrêté n° AG-2020-969 du 02 décembre 2020 fixant la composition du Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires,
- la délibération n° DCA-2021-032 du Conseil d'administration en date du 06 septembre 2021 portant désignation par le Président des membres du Conseil d'administration pour siéger au sein des instances de gestion du Sdis 76,

Considérant la délibération n° DCA-2021-032 du 06 septembre 2021 portant désignation des membres du Conseil d'administration siégeant au Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

Considérant que les membres du Conseil d'administration désignés par le Président pour représenter l'administration au Comité technique, siègent au Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

Considérant la désignation par le Conseil d'administration d'un membre supplémentaire pour siéger au Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

Sur proposition de monsieur le Directeur départemental par intérim,

A R R E T E

Article 1^{er} :

Le Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires est composé comme suit :

Représentants de l'administration :

Titulaires :

- Monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, désigné Président du Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires,
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime
- Madame Virginie LUCOT-AVRIL, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Jean-Pierre THEVENOT, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Dominique TESSIER, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Nicolas ROULY, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Suppléants :

- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Julien DEMAZURE, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Pierrette CANU, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Christine MOREL, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Guillaume COUTEY, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.
- Madame Claire GUEROULT, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Gérard COLIN, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Représentants des sapeurs-pompiers volontaires :

Titulaires :

- Madame Nancy LOGER, représentant les sapeurs,
- Monsieur Pascal ANCELOT, représentant les caporaux,
- Monsieur Mehdi COTARD, représentant les sergents,
- Monsieur Frédéric BOU, représentant les adjudants,
- Madame Angela RENARD, représentant les officiers,
- Monsieur Jean-Bernard BOCLET, représentant les officiers,
- Madame Annie-Claude BECHE THIERREE, représentant le service de santé et de secours médical.

Suppléants :

- Monsieur Benjamin MARTIN, représentant les sapeurs,
- Madame Manon DIOLOGENT, représentant les caporaux,
- Monsieur Yannick AUBERY, représentant les sergents,
- Monsieur Jérôme ANQUETIL, représentant les adjudants,
- Monsieur Damien LAINE, représentant les officiers,
- Monsieur Hervé TESNIERE, représentant les officiers,
- Madame Aliénor GUILLAUME, représentant le service de santé et de secours médical.

Article 2 :

Le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours, le médecin-chef du Service de santé et de secours médical ainsi que le Président de l'Union départementale des sapeurs-pompiers, ou leurs représentants, s'ils ne sont pas membres, assistent avec voix consultative aux séances du comité.

Article 3 :

L'arrêté n° AG-2020-969 du 02 décembre 2020 de Monsieur le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime fixant la composition du Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires est abrogé.

Article 4 :

Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notifié aux membres du Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires susnommés..

Article 5 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Yvetot, le 07 octobre 2021

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et
de secours de la Seine-Maritime,


André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20211007-AG-2021-242-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/10/2021

Affichage : 11/06/2021

Pour l'autorité compétente par délégation



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n° du mois de :



A R R E T E N°AG-2021-243
portant composition
du Comité de groupement Sud

Le Président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- le code de la sécurité intérieure et ses annexes,
- l'arrêté ministériel du 29 mars 2016 modifié portant organisation du Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires,
- l'arrêté n° AG-2021-050 en date du 19 juillet 2021 du Président du Département portant désignation de monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- la délibération n° 2016-CA-11 du Conseil d'administration en date du 29 avril 2016, portant création des Comités de groupement,
- l'arrêté n° 2016/GAP-1951 du 30 mai 2016 portant création des Comités de groupement,
- le procès-verbal du tirage au sort des membres en date du 04 février 2021,
- l'arrêté n° AG-2021-008 du 17 février 2021 portant composition du Comité de groupement Sud,
- la délibération n° DCA-2021-032 du Conseil d'administration en date du 06 septembre 2021 portant désignation des membres du Conseil d'administration pour siéger au sein des instances de gestion du Sdis 76,

Considérant que le Président du Conseil d'administration a désigné le président du comité de groupement Sud et son suppléant parmi les représentants de l'administration siégeant au comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

Considérant que les autres membres du comité de groupement ont été désignés par tirage au sort le 04 février 2021.

Sur proposition de monsieur le Directeur départemental par intérim,

A R R E T E

Article 1^{er} :

Le Comité de groupement institué auprès du groupement territorial Sud est composé comme suit :

La présidence du Comité de groupement :

- Monsieur Guillaume COUTEY, membre du Conseil d'administration, membre du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires, suppléé le cas échéant par monsieur Julien DEMAZURE, membre du Conseil d'administration.

Membre de droit :

- Le chef de groupement territorial suppléé, le cas échéant, par l'un des adjoints au chef de groupement territorial.

Membres titulaires :

- Lieutenant hors classe Jonathan MERCIER, chef de centre de Canteleu,
- Capitaine Philippe ANQUETIL, chef de centre volontaire de Franqueville-Saint-Pierre,
- Lieutenant Romain DUFOUR, adjoint volontaire au chef de centre de Canteleu,
- Infirmier-principal Guillaume WALLON, membre du service de santé et de secours médical,
- Médecin-capitaine Annie-Claude BECHE-THIERREE, membre du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

Membres suppléants :

- Lieutenant hors classe William BONTE, chef de centre du Grand-Quevilly,
- Capitaine Sébastien BENARD, chef de centre volontaire de Grand-Couronne,
- Adjudant-chef Sabrina PLANQUAIS, adjoint volontaire au chef de centre de Malaunay,
- Infirmier-chef Mohamed BENAMEUR, membre du service de santé et de secours médical,
- Médecin-capitaine Aliénor GUILLAUME, membre du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

Article 2 :

L'arrêté n°AG-2021-008 du 17 février 2021 portant composition du Comité de groupement Sud est abrogé.

Article 3 :

Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notifié aux membres du Comité de groupement susnommés.

Article 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires en application de l'article R 421-1 du CJA.

Yvetot, le 07 octobre 2021

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20211007-AG-2021-243-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/10/2021

Affichage : 11/06/2021

Pour l'autorité compétente par délégation

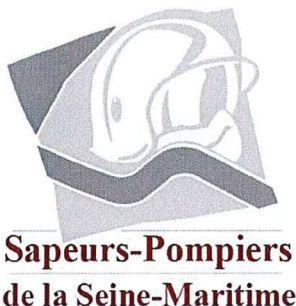


Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,


Monsieur André GAUTIER

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



A R R E T E N°AG-2021-244
portant composition
du Comité de groupement Ouest

Le Président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- le code de la sécurité intérieure et ses annexes,
- l'arrêté ministériel du 29 mars 2016 modifié portant organisation du Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires,
- l'arrêté n° AG-2021-050 en date du 19 juillet 2021 du Président du Département portant désignation de monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- la délibération n° 2016-CA-11 du Conseil d'administration en date du 29 avril 2016, portant création des Comités de groupement,
- l'arrêté n° 2016/GAP-1951 du 30 mai 2016 portant création des Comités de groupement,
- le procès-verbal du tirage au sort des membres en date du 04 février 2021,
- l'arrêté n° AG-2021-007 du 17 février 2021 portant composition du Comité de groupement Ouest,
- la délibération n° DCA-2021-032 du Conseil d'administration en date du 06 septembre 2021 portant désignation des membres du Conseil d'administration pour siéger au sein des instances de gestion du Sdis 76,

Considérant que le Président du conseil d'administration a désigné le président du comité de groupement Ouest et son suppléant parmi les représentants de l'administration siégeant au comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

Considérant que les autres membres du comité de groupement ont été désignés par tirage au sort le 04 février 2021.

Sur proposition de monsieur le Directeur départemental par intérim,

A R R E T E

Article 1^{er} :

Le Comité de groupement institué auprès du groupement territorial Ouest est composé comme suit :

La présidence du Comité de groupement :

- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente du Conseil d'administration, membre du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires, suppléée le cas échéant par monsieur Jean-Pierre THEVENOT, membre du Conseil d'administration.

Membre de droit :

- Le chef de groupement territorial suppléé, le cas échéant, par l'un des adjoints au chef de groupement territorial.

Membres titulaires :

- Lieutenant 1^{ère} classe Stéphane SOUDAIS, chef de centre de Bolbec,
- Lieutenant Damien BOURQUARD, chef de centre volontaire de Fauville-en-Caux,
- Lieutenant Manuel BUNEL, adjoint volontaire au chef de centre de Cany-Barville,
- Infirmier-chef Franck PILORGET, membre du service de santé et de secours médical,
- Lieutenant Angela RENARD, membre du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

Membres suppléants :

- Lieutenant 1^{ère} classe Gilles GODEBOUT, chef de centre de Cany-Barville,
- Capitaine François MOGIS, chef de centre volontaire de Doudeville,
- Lieutenant Kévin CAYROL, adjoint volontaire au chef de centre du Havre Nord,
- Infirmière-chef Laetitia LAINE, membre du service de santé et de secours médical,
- Lieutenant Damien LAINE, membre du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

Article 2 :

L'arrêté n°AG-2021-007 du 17 février 2021 portant composition du Comité de groupement Ouest est abrogé.

Article 3 :

Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notifié aux membres du Comité de groupement susnommés.

Article 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires en application de l'article R 421-1 du Code de justice administrative.

Yvetot, le 07 octobre 2021

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20211007-AG-2021-244-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/10/2021

Affichage : 11/06/2021

Pour l'autorité compétente par délégation

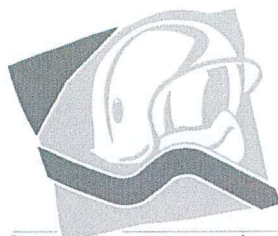


Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,

André GAUTIER

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**Sapeurs-Pompiers
de la Seine-Maritime**

**ARRETE N°AG-2021-245
portant composition
du Comité de groupement Est**

Le Président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- le code de la sécurité intérieure et ses annexes,
- l'arrêté ministériel du 29 mars 2016 modifié portant organisation du Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires,
- l'arrêté n° AG-2021-050 en date du 19 juillet 2021 du Président du Département portant désignation de monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- la délibération n° 2016-CA-11 du Conseil d'administration en date du 29 avril 2016, portant création des Comités de groupement,
- l'arrêté n° 2016/GAP-1951 du 30 mai 2016 portant création des Comités de groupement,
- le procès-verbal du tirage au sort des membres en date du 04 février 2021,
- l'arrêté n° AG-2021-009 du 17 février 2021 portant composition du Comité de groupement Est,
- la délibération n° DCA-2021-032 du Conseil d'administration en date du 06 septembre 2021 portant désignation des membres du Conseil d'administration pour siégeant au sein des instances de gestion du Sdis 76,

Considérant que le Président du Conseil d'administration a désigné le président du comité de groupement Est et son suppléant parmi les représentants de l'administration siégeant au comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

Considérant que les autres membres du comité de groupement ont été désignés par tirage au sort le 04 février 2021.

Sur proposition de monsieur le Directeur départemental par intérim,

ARRETE

Article 1^{er} :

Le Comité de groupement institué auprès du groupement territorial Est est composé comme suit :

La présidence du Comité de groupement :

- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-président du Conseil d'administration, membre du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires, suppléé le cas échéant par monsieur Thomas HERMAND, membre du Conseil d'administration.

Membre de droit :

- Le chef de groupement territorial suppléé, le cas échéant, par l'un des adjoints au chef de groupement territorial.

Membres titulaires :

- Commandant François SCHERZER, chef de centre de Dieppe,
- Capitaine Franck GILLES, chef de centre volontaire de Luneray,
- Adjudant-chef Stéphane BOULENGER, adjoint volontaire au chef de centre de Bailly-en-Rivière,
- Médecin-commandant Denis DULIEU, membre du service de santé et de secours médical,
- Adjudant Frédéric BOU, membre du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

Membres suppléants :

- Lieutenant 1^{ère} classe Laurent GRUMETZ, chef de centre de Gournay-en-Bray,
- Lieutenant Emmanuel MALLET, chef de centre volontaire de Forges-les-Eaux,
- Lieutenant Hugues PELLERIN, adjoint volontaire au chef de centre de Tôtes,
- Vétérinaire-capitaine Jean-François GERMAI, membre du service de santé et de secours médical,
- Caporal-chef Manon DIOLOGENT, membre du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

Article 2 :

L'arrêté n° AG-2021-009 du 17 février 2021 portant composition du Comité de groupement Est est abrogé.

Article 3 :

Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notifié aux membres du Comité de groupement susnommés.

Article 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires en application de l'article R 421-1 du CJA.

Yvetot, le 07 octobre 2021

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20211007-AG-2021-245-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/10/2021

Affichage : 11/06/2021

Pour l'autorité compétente par délégation

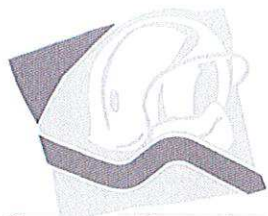


Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,


André GAUTIER

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**Sapeurs-Pompiers
de la Seine-Maritime**

ARRÊTÉ N° AG-2021-246
portant liste départementale des formateurs
aux structures de feux réels pour l'année 2022

Le Directeur départemental par intérim
des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

Vu

- la loi du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale,
- les articles R.43232-55 à R.4323-57 du code du travail,
- le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

Sur proposition du Chef de groupement Formation et activités physiques par intérim,

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

Les sapeurs-pompiers dont les noms suivent sont habilités à l'enseignement des formations relatives aux structures de feux réels au titre de l'année 2022.

ARTICLE 2 :

Le groupement Formation et activités physiques, l'école départementale d'incendie et de secours, les chefs de centre, solliciteront les formateurs inscrits sur cette liste pour l'encadrement et la validation des formations relatives aux structures de feux réels.

FORMATEURS AUX STRUCTURES DE FEUX RÉELS

Agent	Matricule	Grade	CIS	Groupe ment
ABARNOU STEPHEN	992799	Sergent-chef	ROUEN-SUD	GROUPEMENT SUD
			SAINT VALERY EN CAUX	GROUPEMENT OUEST
BAILLY MATHIEU	100077	Adjudant-chef	CODIS	DIRECTION
BOCLET BERTRAND	802320	Adjudant-chef	ROUEN-SUD	GROUPEMENT SUD
BUQUET CLÉMENT	760371	Sergent	GAMBETTA	GROUPEMENT SUD
			SAIN AUBIN LES ELBEUF	GROUPEMENT SUD
CHAUMIER FABIEN	991083	Sergent	ROUEN-SUD	GROUPEMENT SUD
			LE TRAIT	GROUPEMENT SUD
DELALANDRE NICOLAS	758017	Adjudant	CANY BARVILLE	GROUPEMENT OUEST
			YVETOT	GROUPEMENT OUEST
DIEPPOIS DAVID	200296	Adjudant-chef	TOURVILLE LA RIVIÈRE	DIRECTION
ERMENEUX JEAN-FRANÇOIS	760309	Adjudant	LE HAVRE SUD	GROUPEMENT OUEST
FAIVRE YANNICK	200067	Lieutenant 2 ^{ème} classe	ROUEN-SUD	GROUPEMENT SUD
FORTIN FRÉDÉRIC	800595	Adjudant-chef	ROUEN-SUD	GROUPEMENT SUD
			SOTTEVILLE LES ROUEN	GROUPEMENT SUD
FOURNIER FLORIAN	802507	Sergent	CODIS	DIRECTION
			PAVILLY	GROUPEMENT SUD
GENOU TÉO	994573	Lieutenant 1 ^{ère} classe	CODIS	DIRECTION
GILLARD CLÉMENT	991630	Caporal-chef	ROUEN-SUD	GROUPEMENT SUD
HOUSSAYE FRÉDÉRIC	802324	Lieutenant 2 ^{ème} classe	FECAMP	GROUPEMENT OUEST
LABIT JULIEN	802615	Adjudant	ELBEUF	GROUPEMENT SUD
LAVENU GAËL	801880	Adjudant-chef	YVETOT	GROUPEMENT OUEST
			CODIS	DIRECTION
LE DREZEN LOÏC	991081	Sergent	LE HAVRE NORD	GROUPEMENT OUEST
LE GOFF MATHIEU	990798	Sergent-chef	CODIS	DIRECTION
LEFEBVRE GRÉGORY	802619	Sergent	DIEPPE	GROUPEMENT EST
			OFFRANVILLE	GROUPEMENT EST
LEFEBVRE HERVÉ	300272	Adjudant-chef	LE HAVRE SUD	GROUPEMENT OUEST
			MONTIVILLIERS	GROUPEMENT OUEST
LEMESLE FABRICE	802055	Lieutenant 2 ^{ème} classe	DIRECTION	DIRECTION
		Lieutenant	YVETOT	GROUPEMENT OUEST
LUCOT LAURENT	200344	Adjudant-chef	ROUEN-SUD	GROUPEMENT SUD
			FORGES LES EAUX	GROUPEMENT EST
MADELAINE FLORENT	802661	Sergent	DIEPPE	GROUPEMENT EST

Agent	Matricule	Grade	CIS	Groupe ment
MONTEIRO JOSÉ	991080	Sergent-chef	GAMBETTA	GROUPEMENT SUD
			CAILLY	GROUPEMENT SUD
MORIOT LAURE	760095	Sergente	ELBEUF	GROUPEMENT SUD
OLIVEIRA COURTOIS JOSSELIN	402011	Sergent	BARENTIN	GROUPEMENT SUD
ROUTIER SÉBASTIEN	801891	Lieutenant 1 ^{ère} classe	DIEPPE	GROUPEMENT EST
		Lieutenant	FONTAINE LE BOURG	GROUPEMENT SUD
SANTIN ALBÉRIC	801892	Lieutenant 2 ^{ème} classe	GROUPEMENT SUD	GROUPEMENT SUD
SCHERRER DIMITRI	990485	Sergent-chef	ROUEN-SUD	GROUPEMENT SUD
			LE TRAIT	GROUPEMENT SUD
SIMONNEAU DAMIEN	992208	Caporal	GAMBETTA	GROUPEMENT SUD
			GRAND-QUEVILLY	GROUPEMENT SUD
SOUDAIS STÉPHANE	200245	Lieutenant 1 ^{ère} classe	BOLBEC	GROUPEMENT OUEST
WAREMBOURG CHRISTOPHE	801440	Lieutenant 2 ^{ème} classe	LE HAVRE NORD	GROUPEMENT OUEST

ARTICLE 3 :

Le Chef de groupement Formation et activités physiques par intérim et le Directeur départemental par intérim du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Saint Valery en Caux, le 07 octobre 2021

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20211007-AG-2021-246-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/10/2021

Affichage : 11/06/2021

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Directeur départemental par intérim,

Colonel Remy WECLAWIAK

ARRETE N° AG-2021-247

Portant choix du lauréat et attribution des primes aux candidats dans le cadre du concours de maîtrise d'œuvre pour le projet de construction du centre d'incendie et de secours de Fécamp

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- l'article n°8 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- les articles 88 à 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- le Code de la commande publique ;
- le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L 1424-30 ;
- l'arrêté du président de département n°2021/-20 du 19 juillet 2021 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- la délibération n°2018-CA-22 du Conseil d'administration portant création de l'autorisation de l'autorisation de programme (AP) relative à la reconstruction du centre d'incendie et de secours de Fécamp ;
- la délibération n°2017-CA-32 du Conseil d'administration relatif au bilan du groupe de travail et propositions concernant la Nouvelle Politique Immobilière ;
- la délibération n°2018-CA-10 du Conseil d'administration portant sur les modalités de désignation des équipes de maîtrise d'œuvre dans le cadre de la Nouvelle Politique Immobilière,
- la délibération n°2018-BCA-73 du Bureau du Conseil d'administration relatif à la fixation du montant des primes dans le cadre du concours de maîtrise d'œuvre pour le projet de reconstruction du CIS de Fécamp ;
- l'avis rendu le 07 octobre 2021 par le jury de concours.

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Le lauréat du concours susvisé, concernant le Centre d'incendie et de secours de Fécamp, est :

Mandataire : Studio 02 Architectes Sarl
Cotraitant : EGIS Bâtiments centre-Ouest

ARTICLE 2 :

Sur proposition du jury de concours, les primes sont allouées de la manière suivante :

- 1^{ère} équipe : Studio 02 Architectes Sarl : 30 000,00 € HT (inclus dans la rémunération)
- 2^{ème} équipe : Sarl l'Atelier du Moulin: 30 000,00 € HT
- 3^{ème} équipe : En Act Architecture : 30 000,00 € HT

ARTICLE 3 :

Monsieur le directeur départemental par intérim des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **14 OCT. 2021**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20211014-AG-2021-247-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/10/2021

Affichage : 14/10/2021

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,

Monsieur André GAUTIER

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

N°DBCA-2021-061

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

RC 2021-09 – DEMANDE DE PRISE EN CHARGE DE REPARATION

Le 07 octobre 2021, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 septembre 2021, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Modernisation et sécurisation</i>	<i>Garantir la sécurité</i>	<i>Sécurité fonctionnelle et administrative</i>

*

* *

Vu :

- *l'article 1240 du code civil,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2021-DCA-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*
- *la délibération n°2011-CA-25 du 9 novembre 2011.*

*

* *

Le 19 mai 2021, les sapeurs-pompiers du Centre d'incendie et de secours (Cis) de Caucriauville sont déclenchés pour une assistance d'urgence régulée au 51 Rue Jean Maridor à Harfleur.

Lorsqu'ils sont arrivés sur les lieux de l'intervention, la victime était retranchée dans une pièce avec un couteau. Afin d'éviter des coups de couteau, l'équipage a dû maîtriser la victime au sol. Lors de cette altercation, le téléphone de l'Adjudant-chef F. a été endommagé lorsqu'il est tombé au sol.

L'agent demande la réparation de son préjudice et fournit la facture d'achat initial d'un montant de 321.90 € compte tenu que son appareil est irréparable.

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est assuré en responsabilité civile auprès du Cabinet ADH SEGIA avec un montant de franchise de 1000 €.

Aussi, au vu du montant des dégâts inférieur à celle-ci, il vous est demandé de bien vouloir prendre en charge la somme de 321.90 €.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20211007-DBCA-2021-061-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/10/2021

Affichage : 07/10/2021

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 07/10/2021
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

N°DBCA-2021-062

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

POSTES VACANTS SUSCEPTIBLES D'ETRE POURVUS PAR DES AGENTS CONTRACTUELS

Le 07 octobre 2021, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 septembre 2021, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Ressources et moyens</i>	<i>Préserver, optimiser et adapter la RH</i>	

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,*
- *la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifié portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2021-DCA-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

En l'absence de candidats titulaires répondant au profil recherché, les postes suivants pourront être tenus par des agents contractuels recrutés sur la base de l'article 3-2 ou de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

- Chef(fe) d'atelier, agent de maîtrise à technicien au sein du groupement Technique et logistique ;
- Contrôleur(se) matériels roulants, adjoint technique principal 2^{ème} classe à agent de maîtrise principal, au sein du groupement Technique et logistique ;
- Chargé(e) des matériels roulants, agent de maîtrise principal à technicien principal 1^{ère} classe au sein du groupement Technique et logistique ;
- Assistant(e), cadre d'emplois des adjoints administratifs au sein du groupement des Ressources humaines ;
- Assistant(e), cadre d'emplois des adjoints administratifs au sein du pôle Anticipation et action ;
- Surveillant de travaux, cadre d'emplois des adjoints techniques à agent de maîtrise principal au sein du groupement Immobilier ;
- Logisticien(ne), cadre d'emplois des adjoints techniques à agent de maîtrise au sein du groupement Formation et activités physiques ;
- Assistant(e), cadre d'emplois des adjoints administratifs au sein du centre d'incendie et de secours de Barentin ;
- Adjoint(e) au chef(fe) de service, rédacteur principal 2^{ème} classe à attaché au sein du groupement des Affaires réservées ;

Dans le cadre du remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels, les postes suivants pourront être tenus par des agents contractuels recrutés sur la base de l'article 3-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

- Cuisinier, cadre d'emplois des adjoints techniques à agent de maîtrise au sein du groupement Finances ;
- Gestionnaire formation, cadre d'emplois des adjoints administratifs au sein du groupement Formation et activités physiques ;
- Assistant(e), cadre d'emplois des adjoints administratifs au sein du pôle Anticipation et action ;
- Gestionnaire magasinier, cadre d'emplois des adjoints techniques à agent de maîtrise au sein du groupement Technique et logistique ;

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20211007-DBCA-2021-062-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/10/2021

Affichage : 07/10/2021

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 07/10/2021
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

N°DBCA-2021-063

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

ENGAGES DE SERVICE CIVIQUE

Le 07 octobre 2021, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 septembre 2021, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Ressources et moyens</i>	<i>Préserver, optimiser et adapter la RH</i>	<i>Permettre l'épanouissement professionnel</i>

Vu :

- *le Code général des collectivités territoriales*
- *le Code du Travail*
- *le Code de la Sécurité intérieure*
- *le Code du Service national*
- *la loi n°2010-241 du 10 mars 2010 relative au Service Civique*
- *la délibération du Conseil d'administration 2021-CA-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Conformément à la loi n° 2010-241 du 10 mars 2010 relative au service civique, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) est engagé dans ce dispositif depuis sa création. Ce sont ainsi près de 16 jeunes âgés de 16 à 25 ans qui ont été accueillis au sein de notre établissement depuis 10 ans.

Cette politique s'est récemment vue renforcée par la mise en œuvre au niveau national du « Plan 10 000 jeunes ». A travers ce plan, le ministère de l'Intérieur s'engage à offrir, sur l'année scolaire 2021 – 2022, plus de 10 000 stages, contrats d'apprentissage et autres opportunités à des collégiens de troisième, lycéens, apprentis et aux étudiants jusqu'à 26 ans. Les services de la sécurité civile sont étroitement associés à ce dossier.

Aussi, en application de la convention cadre du 8 juillet 2015 et du Code du service national, les engagés de service civique du Sdis 76 peuvent concourir à des missions relevant de la sécurité civile, notamment par des actions de prévention ou de promotion de la citoyenneté, ou encore en qualité d'équipier de sapeur-pompier.

Dans ce cadre, le Sdis 76 propose ainsi de pérenniser son engagement en accueillant jusqu'à 10 engagés de service civique chaque année, pour des contrats d'une durée de 8 mois en moyenne.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20211007-DBCA-2021-063-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/10/2021

Affichage : 07/10/2021

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 07/10/2021
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

N°DBCA-2021-064

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

CONVENTION IMMERSION OPERATIONNELLE ENTRE LE SDIS 53 ET LE SDIS 76

Le 07 octobre 2021, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 septembre 2021, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Faire de la sécurité civile l'affaire de tous</i>	<i>Participer au développement d'une culture de la sécurité civile</i>

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code de la sécurité intérieure,*
- *le code du travail,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau du Conseil d'administration.*

*

* *

Dans le cadre de l'immersion opérationnelle d'un de leurs agents, le Sdis 53 a sollicité le Sdis 76 afin de lui permettre d'acquérir et/ou d'approfondir des compétences professionnelles liées à la fonction de chef de groupe en situation réelle de travail.

Cette immersion s'est déroulée du 04 au 06 octobre 2021. Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit y compris pour l'hébergement s'agissant d'une immersion opérationnelle. Cependant le Sdis 53 s'engage à prendre en charge les frais de repas afférents à cette période.

A ce titre, il convient pour régularisation, d'approuver les termes de la convention et d'autoriser le Président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20211007-DBCA-2021-064-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/10/2021

Affichage : 07/10/2021

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 07/10/2021
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

CONVENTION

Immersion opérationnelle SDIS extérieur

ENTRE :

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Mayenne, rue de l'Eglanière, CS 60533 SAINT-BERTHEVIN – 53005 LAVAL Cedex, représenté par Monsieur RICHEFOU Olivier, Président du Conseil d'Administration, autorisé par la délibération en date du 27 juin 2014.

Dénommé ci-après “le SDIS 53”

ET :

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine Maritime, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex, représenté par Monsieur GAUTIER André, Président du Conseil d'Administration.

Dénommé ci-après “le SDIS 76”

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet l'immersion d'un officier du SDIS 53 au profit du SDIS 76 pour l'observation des missions opérationnelles du chef de groupe de la chaîne de commandement.

Article 2 : Modalités de mise en œuvre

Le SDIS 76 s'engage à recevoir l'agent du SDIS 53 et lui permettre d'acquérir et/ou d'approfondir des compétences professionnelles liées à la fonction de chef de groupe en situation réelle de travail.

Cette immersion se fera sous la forme de doublure avec un chef de groupe d'astreinte ou de garde.

Article 4 : Durée

Cette convention est conclue pour une durée de trois jours du 04 au 06 octobre 2021.

Article 5 : Redevance

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Cependant le SDIS 53 s'engage à prendre en charge les frais de repas afférents à la période d'immersion.

Article 7 : Responsabilité

L'agent est placé pour la durée de la convention sous la responsabilité du SDIS 53, titulaire d'une assurance responsabilité civile.

Article 8 : Règlement des différends

En cas de différend et préalablement à l'engagement d'une procédure contentieuse devant la juridiction compétente, une procédure amiable sera recherchée entre les deux parties signataires de la présente convention.

Fait en double exemplaire

Fait à Saint-Berthevin, le 01/09/2021

Fait à Yvetot, le

*Pour le Président du Conseil d'Administration,
et par délégation
Le Directeur Départemental
du Service d'Incendie et de Secours,*

*Le Président du Conseil d'Administration,
du Service d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime,*

Colonel Hors Classe Marc HOREAU

N°DBCA-2021-065

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA SOCIETE NATIONALE DE SAUVETAGE EN MER (SNSM) DU HAVRE ET LE SDIS 76**

Le 07 octobre 2021, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 septembre 2021, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code de la sécurité intérieure,*
- *le code du travail,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau du Conseil d'administration.*

*

* *

Dans le cadre de la spécialité « Intervention à bord des navires et des bateaux » (IBNB) des agents du Sdis 76, ce dernier a sollicité la SNSM du Havre pour la mise à disposition de personnels bénévoles de la SNSM pour la formation au certificat restreint de radiotéléphonie ainsi qu'à la formation à l'amarinage et au logiciel de navigation.

D'autre part, ce partenariat permettra au Sdis de former les bénévoles de la SNSM, aux formations de PSE 1 et PSE 2.

A ce titre, il convient d'approuver les termes de la convention et d'autoriser le Président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20211007-DBCA-2021-065-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/10/2021

Affichage : 07/10/2021

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 07/10/2021
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE SDIS 76 ET LA SNSM DU HAVRE

Entre :

**LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME dont
le siège est 6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT CEDEX**

« le Sdis 76 »

Représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président.

d'une part,

Et :

**La délégation départementale de la SOCIÉTÉ NATIONALE DE SAUVETAGE EN MER dont
le siège est 15 avenue Foch – 76000 LE HAVRE ADRESSE**

« la SNSM »

Représentée par Monsieur Philippe VALTOUX, délégué départemental de la Seine-Maritime et de l'Eure en exercice

d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet, d'une part, la définition des conditions et des modalités de mise à disposition, à titre gracieux, de personnels du Sdis 76 pour assurer les formations PSE1 et PSE2 au profit des membres de la SNSM du Havre et d'autre part la formation des agents du Sdis 76 au certificat restreint de radiotéléphonie par la SNSM du Havre ainsi qu'à la formation à l'amarinage et au logiciel de navigation.

Article 2 – Objet

Le Sdis 76 assurera la formation de 30 personnels de la SNSM aux formations PSE1 et PSE2.

En échange la SNSM du Havre assurera la formation de 46 agents du Sdis 76 au certificat restreint de téléphonie, 80 à l'amarinage et 24 au logiciel de navigation.

Cet échange est accordé à titre strictement personnel et ne peut faire l'objet de cession d'aucune sorte.

Article 3 – Obligations et engagements des parties

La SNSM du Havre ou le Sdis 76 sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application des référentiels ou guides pour la mise en place des formations visées à l'article 2.

L'interlocuteur du Sdis 76 pour la formation PSE1 et PSE2 sera l'adjudant-chef Samuel BERTIN, responsable départemental du secourisme, ☎ [REDACTED].

L'interlocuteur du Sdis 76 pour les formations au certificat restreint de téléphonie, à l'amarinage et au logiciel de navigation sera le capitaine Vincent HELLO, responsable départemental des formations IBNB1 & 2, ☎ [REDACTED]. et pour la SNSM du Havre, monsieur Nicolas THIOLENT ☎ [REDACTED].

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de la date de signature par les deux parties pour une durée de un an.

Elle est renouvelée par reconduction tacite, pour une durée de un an, sauf dénonciation expresse adressée par courrier recommandé avec accusé réception un mois avant la date anniversaire, dans la limite de cinq ans.

Chacun des cocontractants peut unilatéralement mettre fin à la présente convention, par courrier recommandé avec accusé réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit un mois après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la poste faisant foi.

Article 5 : Dispositions financières

Aucune participation financière ne sera demandée.

Article 6 : Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention.

Article 7 : Règlement des litiges et attribution des compétences

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine de la juridiction compétente.

Fait à Yvetot, en deux exemplaires, le

Le délégué départemental de la Seine-Maritime et
de l'Eure de la SNSM,

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,

Monsieur Philippe VALTOUX

N°DBCA-2021-066

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

CONVENTION DE PARTAGE DE DONNEES

Le 07 octobre 2021, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 septembre 2021, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Modernisation et sécurisation et sociétale</i>	<i>Garantir la sécurité et assurer un service public de qualité</i>	<i>Sécurité opérationnelle et garantir la qualité des interventions de secours</i>

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau du Conseil d'administration.*

*

* *

Les Sdis font face à une augmentation importante du nombre d'interventions tous les ans. En 10 ans, le nombre d'interventions pour secours à personne a presque doublé. La gestion des ressources disponibles est donc un enjeu majeur pour éviter la rupture et optimiser la couverture des risques.

Afin d'aider les sapeurs-pompiers du centre opérationnel départemental d'incendie et de secours à prendre les bonnes décisions d'engagement, il est important de donner une visibilité sur le nombre d'interventions sur un ou plusieurs secteurs opérationnel(s) et par nature d'intervention.

L'horizon de prédiction peut être ajusté à l'intérêt opérationnel (1h jusqu'à 12, voire 72 heures). L'horizon de prédiction à court terme permet au CODIS de pouvoir agir directement sur la couverture du risque (« recouverture » opérationnelle, pré-positionnement d'engins, préparation opérationnelle, etc.) et donne ainsi de la visibilité dans un objectif de préparation opérationnelle et d'anticipation.

La société SAD Marketing s'est appuyée sur des recherches universitaires de FEMTO, pour industrialiser et mettre en place au sein de sa plateforme géomarketing les algorithmes d'Intelligence Artificielle les plus avancés pour prédire le nombre d'interventions à venir.

Il s'agit d'un projet imaginé par le Sdis25 pour les Sdis, dont l'objectif est de prédire les futures interventions pour prendre les bonnes décisions d'engagement.

Comment fonctionne l'analyse prédictive ?

Les équipes de la société enrichissent les données historiques des interventions du Sdis avec des variables explicatives géolocalisées (météo, calendrier, etc.). Les données sont ensuite traitées, nettoyées et injectées pour créer le modèle prédictif. Les algorithmes d'Intelligence Artificielle utilisés sont les plus innovants et les plus performants à ce jour. Les paramètres sont ensuite optimisés pour aller chercher les meilleures prédictions possibles.

L'analyse prédictive se fait sur 3 axes : les types d'interventions, les zones d'interventions et l'horizon temporel.

L'interface est basée sur Google Maps. Elle est simple et opérationnelle. Une mise à jour des prédictions est réalisée toutes les heures sur l'ensemble des types d'interventions et des horizons temporels.

La convention de partage de données proposée nous permet d'**évaluer gracieusement le service pendant une période 6 mois** et d'avoir :

- un partage de l'historique des données,
- un partage des données en continue,
- une analyse prédictive globale département tout type, sur un horizon temporel (3 prochaines heures) pendant 6 mois,
- une mise à jour des analyses toutes les heures, et

- un accès au webreporting.

A ce titre, il convient d'approuver les termes de la convention de partage de données et d'autoriser le Président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20211007-DBCA-2021-066-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/10/2021

Affichage : 07/10/2021

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 07/10/2021
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

CONVENTION DE PARTAGE DE DONNEES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La société SAD MARKETING, Société par action simplifiée, Inscrite au registre de commerce de Lille sous le N° B320624943, dont le siège social est situé à : Europarc – Bâtiment BV4, 23, rue de la performance – BP 30364 – 59666 Villeneuve d'Ascq cedex - France, représentée par Monsieur Benjamin Aynès en sa qualité de Directeur associé.

Ci-après désignée « SAD Marketing » ou le « Prestataire »,

D'UNE PART,

ET:

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours du département du

, représentée paren sa qualité de , dûment habilité(e) aux fins des présentes

Ci-après désignée « Le SDIS » ou le « Client »,

D'AUTRE PART,

Individuellement dénommée « **Partie** » et ensemble dénommées « **Parties** »,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUI:

Afin de réaliser au mieux les missions décrites dans le code général des collectivités territoriales, et notamment l'organisation des moyens de secours, le service départemental d'incendie et de secours de est intéressé pour recevoir des analyses prédictives sur le volume d'intervention à venir.

SAD Marketing, professionnel du géomarketing, de l'analyse prédictive et de la fourniture de solution informatique en mode Software as a service, est intéressé de recevoir les interventions réalisées par le SDIS..... pour venir fiabiliser les modèles prédictifs mis à disposition des SDIS.

Afin d'améliorer l'organisation des interventions notamment par une fiabilité accrue des algorithmes prédictifs, chacune des parties a décidé de mettre à disposition de l'autre partie les données définies ci-dessous.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUI:

ARTICLE 1. DEFINITIONS

Les termes débutant par une majuscule au sein du Contrat, qu'ils soient utilisés au singulier ou au pluriel, auront la signification qui leur est donnée ci-après :

Convention : la présente convention et ses annexes

Solution : désigne les fonctions opérationnelles listées en annexe 2 du contrat et mises à disposition du SDIS.....

Données : désignent les informations partagées par le SDIS utilisées à des fins de modélisation mathématique.

Identifiants : désignent tant l'identifiant propre de l'utilisateur ("login") que le mot de passe de connexion ("password");

Parties : désigne les signataires de la présente convention.

Utilisateur désigne la personne placée sous la responsabilité du SDIS..... (préposé, salarié, représentant, etc.) et bénéficiant d'un accès à la Solution sur son ordinateur sous la responsabilité du SDIS

ARTICLE 2. OBJET

La présente convention a pour objet de définir :

- les modalités de mise à disposition des données géographiques dont le SDIS est propriétaire telles que définies à l'annexe 1 ;
- les modalités de mise à disposition de l'analyse prédictive telles que définies à l'annexe 2 ;
- les conditions d'utilisation de ces données par les deux parties.

La convention n'induit aucune exclusivité entre les parties, chacun restant libre d'établir des partenariats avec d'autres organismes.

ARTICLE 3. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Chaque partie reste entièrement propriétaire du contenu de ses documents, de ses bases de données et des données qu'elles contiennent.

La présente convention n'inclut aucune cession de droit de propriété, total ou partiel, des données et algorithmes décrits dans les annexes 1 et 2, mais définit des concessions de droit d'usage selon les conditions prévues ci-après.

ARTICLE 4. CONDITIONS D'UTILISATION

Au titre de la présente convention, chaque partie est autorisée à utiliser les données pour son usage interne, afin de satisfaire ses besoins propres, dans le cadre de son activité.

Chaque partie peut mettre les données à disposition d'un prestataire de service, dans le respect des usages autorisés.

SAD Marketing pourra utiliser les données pour fiabiliser ses modèles prédictifs à destination des autres SDIS.

Toute autre mise à disposition d'un tiers ou toute rediffusion justifiera d'une demande expresse à la partie concernée.

Les conditions d'utilisation de ces informations seront conformes aux dispositions de la loi n°78- 17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

SAD MARKETING concède au SDIS.....un droit d'accès à sa Solution pour le nombre d'utilisateurs désigné pour les Utilisateurs nommés par les Parties. Le CLIENT s'engage à n'utiliser le Service que conformément à sa destination professionnelle, c'est-à-dire pour les seuls besoins de son activité professionnelle. Le CLIENT s'engage à ne pas transmettre ses identifiants et mots de passe à des tiers, et à ne pas en distribuer d'accès à des Utilisateurs non-autorisés.

ARTICLE 5. CONDITIONS FINANCIERES

La présente convention est conclue à titre gratuit.

ARTICLE 6. DUREE DE LA CONVENTION

La présente Convention prendra effet lepour une durée de six mois sans tacite reconduction.

ARTICLE 7. RESILIATION

En cas de manquement par l'une des Parties à ses obligations contractuelles, le Contrat pourra être résilié de plein droit par l'autre Partie trente jours après l'envoi d'une lettre de mise en demeure adressée en recommandé avec avis de réception restée sans effet. La mise en demeure indiquera la ou les

défaillances constatées. Dans l'hypothèse d'une résiliation, Le SDIS..... cessera d'utiliser tous codes d'accès aux Solutions.

ARTICLE 8. GARANTIE DE JOUISSANCE PAISIBLE

Chaque partie garantit à l'autre partie qu'elle détient l'intégralité des droits nécessaires à l'exploitation des données fournies dans le cadre de la présente convention et que celles-ci ne constituent ni une contrefaçon, ni une concurrence déloyale ou parasitaire et ne saurait porter atteinte aux droits de tiers.

En conséquence, les parties se garantissent mutuellement contre tout recours de tiers sur la propriété de leurs données respectives. En cas d'action ou de réclamation au titre de l'exploitation des données de l'une ou l'autre des parties, la partie qui fait l'objet de cette action ou réclamation en assumera les conséquences financières, y compris les frais de justice et d'honoraires d'avocats y afférant.

ARTICLE 9. RESPONSABILITE

Chaque partie est responsable de la qualité des données et documents qu'elle fournit et des opérations qu'elle réalise dans le cadre de l'exécution de la convention.

En conséquence, chaque partie garantit l'autre contre toute action ou réclamation émanant d'un tiers au titre de dommages directs qu'ils pourraient subir du fait de ses propres données ou imputables au résultat de ses interventions.

Tous conflits portant sur l'interprétation ou sur l'exécution de la présente convention et pour lesquels une solution amiable ne peut être trouvée, seront soumis aux juridictions compétentes.

ARTICLE 10. SUIVI DE LA CONVENTION

Un contact régulier sera établi entre les partenaires afin de faire le point sur l'utilisation des données, les difficultés rencontrées, les améliorations à effectuer.

Les contacts sont :

pour le S.D.I.S. ;

pour SAD MARKETING : Benjamin Aynès, Directeur associé.

En particulier, chacun des partenaires s'engage à transmettre toute anomalie détectée, dans le but d'améliorer la qualité des données échangées.

ARTICLE 11. LITIGES

Tout litige ou contestation portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et non réglé dans le cadre d'une procédure à l'amiable sera porté devant le tribunal administratif de Lille.

ARTICLE 12. AVENANT

Toute modification à la convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 13. ANNEXES

Annexe 1 : Description des données fournies par le service départemental d'incendie et de secours.....;

Annexe 2 : Description des données fournies par SAD MARKETING;

Annexe 3 : Politique de sécurité de SAD MARKETING

Fait à Villeneuve d'Ascq, le

En deux exemplaires,

Le SDIS.....

Représenté par

XXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXX

SAD Marketing

Représenté par

Benjamin Aynès

Directeur associé

ANNEXES

Annexe 1 : Description des données fournies par le SDIS

Nom des fichiers :

Historique_intervention.csv
Intervention.csv

Périmètre géographique : département

Format de fichier : .csv

Spécification des données :

Champ	Genre
Identifiant	Identifiant unique de l'intervention
Date de démarrage	JJ/MM/DD HH:MM:SS
Date de fin d'intervention	JJ/MM/DD HH:MM:SS
x_I93	Format nombre (coordonnées sous forme de lambert 93)
y_I93	Format nombre (coordonnées sous forme de lambert 93)
Type d'intervention	Nomenclature

Anonymisation des données :

SAD Marketing fournit aux SDIS partenaire un programme d'anonymisation des données. Il permet de rattacher les coordonnées géographiques des interventions réalisées à des secteurs géographiques consolidés. Une fois les jointures spatiales réalisées, les coordonnées sont supprimées par le programme.

Le programme envoie ensuite le fichier anonymisé sur nos serveurs.

Modalités de transmission :

Envoi sur un espace dédié de l'historique des interventions sur les 4 dernières années après anonymisation.

Dépôt toutes les heures, du fichier d'intervention de l'heure précédente sur l'espace défini ensemble.

Fréquence de transmission :

intervention.csv : toutes les heures (à xh55)

Historique_intervention.csv : envoi une fois

Annexe 2 : Description des informations fournies par SAD Marketing

SAD Marketing s'engage à fournir une modélisation prédictive sur un webreporting.

L'accès au webreporting se fait via un identifiant et un mot de passe fournie par SAD Marketing.

Variable prédite : nombre d'interventions en cours

Horizon temporelle : 3 prochaines heures

Fréquence de mise à jour : toutes les heures

Périmètre géographique prédit : département

Périmètre d'intervention prédit : toutes interventions

La durée de la prestation est de 6 mois.

Projet

ANNEXE 3 : Politique de sécurité des données à caractère personnel

Article 1 - Objet

La société **SAD MARKETING**, situé **23, rue de la performance à VILLENEUVE D'ASCQ (559650)** et **représenté par** Benjamin Aynès en sa qualité de directeur associé, ci-après « LA SOCIETE » met au centre de ses priorités et préoccupations la protection des données à caractère personnel, et a mis en place des démarches de sécurité.

Le présent document décrit la politique de sécurité mise en œuvre par LA SOCIETE relativement à l'ensemble des services qu'elle est amenée à fournir à ses clients (ci-après « les Services »).

Par conséquent, LA SOCIETE prend les précautions utiles pour préserver la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel traitées, notamment afin d'empêcher qu'elles soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Article 2 - Sécurité des serveurs

LA SOCIETE renforce les mesures de sécurités appliquées aux serveurs utilisés en interne ;

1.1 Habilitations

LA SOCIETE définit un ensemble de rôles (ex : administrateur, collaborateur, résident, etc.) correspondant chacun à une collection de droits d'accès, à une fonctionnalité des Services (ex : accéder aux flux de données, gérer les données patrimoniales, gérer les comptes d'accès, définir un groupe de favoris, etc.).

Il appartient au client de définir les habilitations fonctionnelles de chacun de ses utilisateurs en leur affectant tout ou partie de ces rôles.

Pour d'évidentes raisons de sécurité, les comptes d'accès sont créés par défaut avec des rôles limités. Il relève de la responsabilité des administrateurs du domaine du client d'étendre ou non les habilitations fonctionnelles de ses utilisateurs.

En interne, LA SOCIETE met en place le même système d'habilitation pour son personnel

1.2 Authentification des utilisateurs

LA SOCIETE procède à l'authentification de toute personne physique accédant à ses Services, tant ses utilisateurs clients qu'utilisateurs issus de son personnel. LA SOCIETE s'assure que toute personne physique accède uniquement aux données dont il a besoin.

LA SOCIETE fournit à chaque utilisateur des **identifiant qui leurs sont propres** afin de **s'authentifier** avant toute utilisation des moyens informatiques. Tous les accès effectués par les utilisateurs font l'objet d'une authentification préalable.

Les utilisateurs doivent produire un email identifiant ainsi qu'un mot de passe connu d'eux seuls qui est spécifié lors de la création de leur compte. LA SOCIETE permet notamment aux utilisateurs de configurer la longueur minimale des mots de passe et leur complexité afin de les rendre difficiles à deviner. Les utilisateurs peuvent également définir une durée de validité pour les mots de passe de manière à les renouveler régulièrement.

1.3 Journalisation des accès

LA SOCIETE dispose d'un dispositif de gestion des traces et des incidents qui doit être mis en place afin de pouvoir **identifier un accès frauduleux** ou une **utilisation abusive** de données personnelles, ou de déterminer l'origine d'un incident.

Ainsi, LA SOCIETE enregistre, pour chaque client, certaines des actions effectuées sur les systèmes informatiques dans un journal d'accès dédié.

Ces journaux d'accès contiennent pour chaque accès (liste non exhaustive) :

- La nature de l'accès (service accédé, fonctionnalité sollicitée, paramètres transmis),
- L'identité de l'auteur de l'accès,
- Le contexte de l'accès (terminal, réseau et interface utilisés),
- Le résultat du traitement de l'accès (succès ou échec) et, le cas échéant, les motifs de l'échec (échec d'authentification, accès non habilité, paramètres erronés, service indisponible, etc.),
- La date et l'heure de l'accès.

1.4 Hébergement

L'ensemble des serveurs utilisés pour les Services mis à disposition du client et les données du Client sont hébergés par LA SOCIETE et/ou des fournisseurs de LA SOCIETE qui répondent parfaitement aux exigences du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 et aux précautions édictées par la CNIL.

A la demande du client, LA SOCIETE informe précisément le client sur le lieu de localisation exacte de stockage de ses données dans le cadre des Services fournis.

1.5 Réplication des données

LA SOCIETE emploie des systèmes de stockage redondants garantissant l'existence de plusieurs copies de chaque donnée, chaque copie étant stockée sur un dispositif physique distinct des autres copies. Les données des clients sont donc toujours disponibles et accessibles même en cas d'arrêt ou de panne d'un de ces dispositifs.

Article 3 - Sécurité physique

LA SOCIETE prend toutes les mesures de sécurisation physique des locaux, du réseau interne, des matériels, des serveurs et des applications afin de renforcer la sécurité de l'intégralité des transmissions de données à caractère personnel.

A ce titre, LA SOCIETE restreint les accès aux locaux qui sont soumis à une liste d'autorisation et à un contrôle d'entrée et de sortie.

LA SOCIETE dispose également d'alarmes anti-intrusion, de détecteurs de fumées ainsi que des moyens de lutte efficace contre les incendies.

Article 4 - Sécurité des transmissions de données

LA SOCIETE maintient un niveau de sécurité élevé relativement aux transmissions de données à caractère personnel.

De manière générale, LA SOCIETE ne fait transiter aucunes données sans que le canal de communication de celles-ci ne soit sécurisé ou sans que les données ne soient chiffrées. La transmission non chiffrée des données au travers de technologie de messagerie (messagerie instantanée, e-mail, chat, etc.) est proscrite par LA SOCIETE. Si des données sont échangées par LA SOCIETE, elles sont chiffrées à l'aide d'algorithmes de chiffrement tels que détaillés à l'article 2.6.

Lorsque LA SOCIETE échange des données au travers d'application Web (HTTP) ou FTP, les communications sont sécurisées au moyen de TLS, mais en aucun cas à l'aide d'une version de SSL.

Les données communiquées à des sous-traitants de LA SOCIETE ou gérées par ces derniers bénéficient de garanties suffisantes au regard de la conformité au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. L'intégralité des sous-traitants de LA SOCIETE s'est engagée contractuellement envers LA SOCIETE quant aux exigences de sécurité du traitement des données.

Article 5 - Sensibilisation du personnel de LA SOCIETE

Tout le personnel de LA SOCIETE est soumis à de strictes obligations de confidentialité. Une charte interne est établie à l'attention du personnel et précise les règles et recommandations à suivre pour les respecter. Le personnel de LA SOCIETE peut faire l'objet de sanctions disciplinaires allant jusqu'au licenciement en cas de manquement aux obligations de confidentialité.

Les règles de confidentialité de LA SOCIETE précisent par ailleurs dans quelles conditions les membres du personnel de LA SOCIETE peuvent être amenés à accéder aux données des clients dans le cadre des Services. Ces accès sont restreints et font l'objet d'un contrôle rigoureux.

Article 6 - Sécurité des postes de travail

LA SOCIETE prend toutes les mesures nécessaires contre les risques d'intrusion dans les systèmes informatiques et les postes de travail qui constituent un des principaux points d'entrée.

A cet effet, LA SOCIETE dispose notamment d'un mécanisme de **verrouillage automatique de session** en cas de non-utilisation du poste pendant un temps donné, d'un « **pare-feu** » (« *firewall* ») logiciel, d'**antivirus régulièrement mis à jour** et d'une politique de **mise à jour régulière des logiciels**.

Article 7 - Sauvegarde et maintenance

LA SOCIETE sauvegarde régulièrement l'environnement de production de ses Services, ce qui inclut toutes les données des clients, sur des dispositifs d'archivage physiquement distinct des dispositifs de stockage principaux. Il est ainsi toujours possible de récupérer une version antérieure des données des clients au cas où les copies courantes seraient détruites ou altérées intentionnellement ou accidentellement.

LA SOCIETE prévoit les opérations de maintenance nécessaires pour maîtriser l'accès aux données par l'ensemble des utilisateurs.

Chaque opération de maintenance fait l'objet d'un descriptif précisant les dates, la nature des opérations et les noms des intervenants.

En cas de télémaintenance permettant l'accès à distance aux fichiers par un tiers, LA SOCIETE est en mesure d'identifier la provenance de chaque intervention extérieure. À cette fin, le tiers opérant la maintenance s'exécute uniquement avec l'accord préalable de LA SOCIETE avant chaque opération de télémaintenance.

Des registres sont établis sous la responsabilité de LA SOCIETE, mentionnant les dates et nature détaillée des interventions de télémaintenance ainsi que les noms de leurs auteurs.

Article 8 - Continuation des Services

LA SOCIETE dispose d'un plan de continuité ou de reprise d'activité anticipant les éventuels incidents (ex : panne matérielle). Les mesures du plan sont pour l'essentiel les suivantes :

- Recrutement et formation du personnel dans une optique de redondance des compétences et des expertises clés ;
- Optimisation des plannings de façon à garantir la disponibilité permanente de chaque compétence et expertise clé ;
- Equipement du personnel à l'aide de terminaux nomades et faciles à remplacer ;
- Stockage et sauvegarde des données hors des terminaux du personnel.

Article 9 - Sécurité du réseau informatique interne

LA SOCIETE n'autorise que les services réseaux nécessaires aux différents traitements dans le cadre de ses Services. Par conséquent, LA SOCIETE a mis en place les précautions élémentaires suivantes :

- Gestion des réseaux Wi-Fi avec chiffrement à l'état de l'art (WPA2 ou WPA2-PSK avec un mot de passe complexe) et les réseaux ouverts aux invités doivent être séparés du réseau interne.

- Imposer un VPN pour l'accès à distance
- S'assurer qu'aucune interface d'administration n'est accessible directement depuis Internet. La télémaintenance doit s'effectuer à travers un VPN.
- Limiter les flux réseau au strict nécessaire en filtrant les flux entrants/sortants sur les équipements (pare-feu, proxy, serveurs, etc.)

Article 10 - Sécurité de l'informatique mobile

LA SOCIETE prend toutes les mesures nécessaires afin d'anticiper l'atteinte à la sécurité des données consécutive au vol ou à la perte d'un équipement mobile.

A ce titre, LA SOCIETE sensibilise les utilisateurs aux risques spécifiques liés à l'utilisation d'outils informatiques mobiles (ex : vol de matériel) et aux procédures prévues pour les limiter.

LA SOCIETE met également en œuvre des mécanismes maîtrisés de sauvegardes ou de synchronisation des postes nomades, pour se prémunir contre la disparition des données stockées.

Article 11 - Sécurité des développements et des sites internet

LA SOCIETE intègre la protection des données à caractère personnel au développement informatique dès les phases de conception afin d'offrir aux personnes concernées une meilleure maîtrise de leurs données et de limiter les erreurs, pertes, modifications non autorisées, ou mauvais usages de celles-ci dans les applications.

LA SOCIETE s'assure de l'application des bonnes pratiques minimales à ses éventuels sites web et met en œuvre à ce titre le protocole TLS afin de garantir l'identité et la confidentialité des informations transmises.

LA SOCIETE limite les ports de communication strictement nécessaires au bon fonctionnement des éventuelles applications installées et limite également l'accès aux outils et interfaces d'administration aux seules personnes habilitées.

Article 12 - Violation de sécurité

Dans l'éventualité où une violation de sécurité est détectée par LA SOCIETE, celle-ci prévient immédiatement la CNIL dans les modalités de notifications prévues par le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 et contacte les personnes et/ou clients affectés par la situation.

LA SOCIETE met tout en œuvre pour remédier à la situation au plus vite et applique les correctifs nécessaires, dans le but de protéger les données des clients.

Article 13 - Archivage et destruction des données

LA SOCIETE archive les données qui ne sont plus utilisées au quotidien mais qui n'ont pas encore atteint leur durée limite de conservation, par exemple parce qu'elles sont conservées afin d'être utilisées en cas de contentieux.

Aussi, LA SOCIETE définit en interne un processus de gestion des archives et met en œuvre des modalités d'accès spécifiques aux données archivées.

Si des appareils sont destinés à être mis au rebut, LA SOCIETE veille à ce que l'intégralité des données soit préalablement effacée.

Lorsque les archives sont destinées à être détruites, LA SOCIETE choisit **un mode opératoire garantissant que l'intégralité d'une archive a été détruite.**

Article 14 - Contact RGPD

En cas des questions relatives aux pratiques de sécurité de LA SOCIETE, vous pouvez contacter le service compétent en matière de protection des données à caractère personnel en envoyant un courriel à rgpd@sad-marketing.com ou par bien par courrier à l'adresse suivante :

SAD MARKETING

23, rue de la performance

55650 VILLENEUVE D'ASCQ

N°DBCA-2021-067

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

ENTRETIEN ET REPARATION DES ENSEMBLES DE PROTECTIONS TEXTILES

Le 07 octobre 2021, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 septembre 2021, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Ressources et moyens Sociétale</i>	<i>Moderniser et valoriser le patrimoine du Sdis Intégrer la qualité de vie en service et le développement durable dans le fonctionnement du Sdis</i>	<i>Entretenir le patrimoine S'engager dans une démarche de santé, de sécurité au travail et de qualité de vie en service dynamique</i>

*

* *

Vu :

- *le code de la commande publique,*
- *la délibération du Bureau n°2016-BCA-13 du 27 janvier 2016 relative à la conclusion d'une convention constitutive d'un groupement de commandes entre le Sdis 76 et le Sdis 27,*
- *la délibération du Bureau n°DBCA-2021-017 du 11 mars 2021 portant avenant n°8 à la convention constitutive d'un groupement de commandes entre le Sdis 76 et le Sdis 27, portant désignation du Sdis 76 en tant que coordonnateur de la consultation relative à l'entretien et la réparation des ensembles de protections textiles,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Par délibération en date du 27 janvier 2016, un groupement de commandes a été constitué avec le Service départemental d'incendie et de secours de l'Eure (Sdis 27), concernant l'acquisition ou l'entretien de différents matériels, équipements ou consommables.

Au titre de l'entretien des équipements, figure l'entretien et la réparation des ensembles de protection textile des sapeurs-pompiers. Ces ensembles sont composés d'une veste et d'un surpantalon.

Le Sdis de la Seine-Maritime a été désigné coordonnateur de la procédure. Il est donc en charge de la passation, la sélection des candidatures et des offres, l'attribution (la Commission d'appel d'offres du coordonnateur étant compétente pour l'attribution du marché) et la notification de l'accord-cadre. Chaque membre restant responsable quant à l'exécution de sa part de l'accord-cadre.

Le secteur d'activité objet du marché rendant opportun le recours aux dispositions de l'article L.2113-12 du Code de la commande publique, le choix a été fait de recourir à une entreprise adaptée, à un établissement ou service d'aide par le travail ou à une structure équivalente en mettant en œuvre un contrat dit « réservé ».

L'avis d'appel public à la concurrence a été publié le 19 mars 2021 au Bulletin officiel des annonces des marchés publics (BOAMP).

La date limite de remise des offres était fixée au 29 avril 2021 à 12h00.

La procédure mise en œuvre est un appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-1 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Le marché concerne la mise en place d'un accord-cadre mono-attributaire, exécuté par l'émission de bons de commande, conclu pour une période d'un an à compter de sa notification. Il sera reconductible 3 fois.

Les montants annuels respectifs pour le Sdis 76 et le Sdis 27 sont les suivants :

	Montant minimum par période	Montant maximum par période
Sdis 76	40 000 € HT	100 000 € HT
Sdis 27	10 000 € HT	60 000 € HT

Une seule offre, répondant aux dispositions de l'article L.2113-12 du Code de la commande publique, a été reçue et analysée selon le critère unique du prix le plus bas.

*

* *

La Commission d'appel d'offres, après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, s'est prononcée le 07 octobre 2021 et a attribué l'accord-cadre à la société Les Ateliers Protégés des Papillons Blancs de l'Agglomération Rouennaise (APPBAR), pour les montants minimum et maximum indiqués ci-dessus.

*

* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer tout avenant sans incidence financière ou en moins-value ou générant une plus-value inférieure à 5% du montant du marché initial avec la société retenue par la Commission d'appel d'offres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20211007-DBCA-2021-067-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/10/2021

Affichage : 08/10/2021

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 07/10/2021
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

N°DBCA-2021-068

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

FOURNITURE DE COMBUSTIBLE ET DE CARBURANT POUR LE SDIS 76

Le 07 octobre 2021, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 septembre 2021, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Ressources et moyens</i>	<i>Moderniser et valoriser le patrimoine du Sdis Adapter les équipements au besoin</i>	<i>Optimiser la gestion financière du patrimoine Doter les Sdis d'équipements efficaces, efficaces, simples et résistants</i>

*

* *

Vu :

- *le code de la commande publique,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

L'approvisionnement en carburant du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime se fait soit par l'utilisation des cuves à carburant équipant certains sites soit via les différentes stations-services présentes sur le département.

Les accords-cadres actuels permettant la fourniture de combustible et de carburant arrivant à échéance à la fin de l'année, un appel d'offres a donc été lancé en prenant en compte les éléments suivants :

- les exigences opérationnelles (délais d'interventions notamment) dictées par le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR),
- la spécificité du concurrentiel (hétérogénéité de l'offre, accessibilité à l'ensemble des véhicules composant le parc du Sdis 76...).

L'avis d'appel public à la concurrence a été publié le 15 juillet 2021 au Bulletin officiel des annonces des marchés publics (BOAMP).

La date limite de remise des offres était fixée au 10 septembre 2021 à 16h00.

La procédure mise en œuvre est un appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-1 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Le marché concerne la mise en place d'accords-cadres, sans montant minimum ni montant maximum, conclu pour une période d'un an, reconductible 3 fois.

La répartition des lots est la suivante :

Lot	Désignation
1	Combustible et carburant en cuve
2	Département de la Seine-Maritime (en station)

Le lot n°1 concerne la fourniture de combustible et de carburant en cuve, il sera mono-attributaire.

Le lot n°2 concerne la fourniture de carburant en stations sur l'ensemble du département de la Seine-Maritime, via des cartes accréditatives. Ce lot sera multi-attributaire (6 opérateurs économiques maximum), offrant ainsi un large choix de stations accessibles.

Les critères de jugement des offres définis dans le cadre de la consultation sont les suivants :

- Concernant le lot n°1 :

Le critère unique du prix le plus bas

- Concernant le lot n°2 :

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
Prix des prestations	80 points
Valeur technique	20 points
Nombre de stations sur le département de la Seine-Maritime	10 points
Dont nombre de stations poids-lourds	10 points

*

* *

La Commission d'appel d'offres, après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, s'est prononcée le 07 octobre 2021 et a attribué les accords-cadres aux sociétés suivantes :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Attributaires</i>
1	Combustible et carburant en cuve	TOTAL PROXI ENERGIES NORD EST
2	Département de la Seine-Maritime (en station)	LA COMPAGNIE DES CARTES CARBURANTS
		FLEET PRO
		TOTAL MARKETING France
		WEX FLEET France
		AUTO GESTION

*

* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer tout avenant sans incidence financière ou en moins-value ou générant une plus-value inférieure à 5% du montant du marché initial avec la société retenue par la Commission d'appel d'offres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20211007-DBCA-2021-068-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/10/2021

Affichage : 08/10/2021

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 07/10/2021
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

N°DBCA-2021-069

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

VENTE DE MATERIELS – MISES A PRIX

Le 07 octobre 2021, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 septembre 2021, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Ressources et moyens</i>	<i>Moderniser et valoriser le patrimoine</i>	<i>Optimiser la gestion financière du patrimoine</i>

*

* *

Vu :

- *la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000, portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques, supprimant le monopole des commissaires-priseurs,*
- *le code général des collectivités territoriales,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61 des services départementaux d'incendie et de secours,*
- *la délibération du Bureau du Conseil d'Administration n° 2014-BCA-47 du 11 septembre 2014, approuvant le principe de ventes aux enchères des biens dépréciés ou inutilisés du SDIS 76,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégations du Conseil d'administration au Bureau du Conseil d'administration.*

*

* *

Il est envisagé de sortir du patrimoine du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, pour mise en vente, les matériels énoncés ci-dessous :

MATERIELS MOBILES D'INCENDIE ET DE SECOURS

N° Inventaire comptable	Année	Article budgétaire	Marque-modèle	Immat.	Kms	Prix acquisition	Mise à prix initiale *
89108	1989	2144	MPR 120	/	222	/	100 €
92276	1992	2144	REMORQUE INJECTION EMULSEUR (RDEM)	2010 QZ 76	/	/	100 €
94210	1994	2144	REMORQUE INJECTION EMULSEUR (RDEM)	2018 QZ 76	/	/	100 €
95333	1995	2144	FPT 120 G270	7351 RH 76	28000	72 485,35 €	3 000 €
95334	1995	2144	FPT 120 G270	7348 RH 76	29 978	72 485,35 €	3 000 €
98005	1998	2144	VTU PEUGEOT BOXER	4805 SB 76	49 220	29 615,79 €	1 000 €
981470	1998	2144	MPR 120	/	425	20 085,99 €	100 €
2006000000250	2006	21561	VLR RENAULT KANGOO 1	9534 YN 76	190 720	15 522,37 €	500 €
2010000000072	2010	21561	VSAV RENAULT MASTER 2	AT 720 MM	168 309	66 178,10 €	3 000 €
2010000000082	2010	21561	REMORQUE POUR BATEAU	AM 825 EA	/	1 321,53 €	100 €
2010000000192	2010	21561	VSAV RENAULT MASTER 2	AY 986 PG	137 254	66 178,10 €	3 000 €

MATERIEL DIVERS

N° Inventaire comptable	Année	Article budgétaire	Matériel	Fournisseur	Prix d'achat unitaire	Mise à prix unitaire initiale *
2014000000035	2014	2183	Tablette Microsoft Surface Pro 3	UGAP	1 195,68 €	50 €

** En cas d'enchère ou négociation infructueuse, la cession pourra être réalisée à un montant inférieur à la mise à prix initiale.*

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20211007-DBCA-2021-069-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/10/2021

Affichage : 08/10/2021

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 07/10/2021
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

N°DBCA-2021-070

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL ENTRE LE SDIS 76 ET LA SAS ALIAVOX

Le 07 octobre 2021, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 septembre 2021, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Modernisation et sécurisation</i>	<i>Garantir la sécurité</i>	<i>Sécurité fonctionnelle et administrative</i>

Vu :

- *l'article 1240 du Code civil,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2021-CA-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau*

*

* *

Le Comité Hygiène Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) du Sdis 76 a missionné la SAS ALIAVOX dans le cadre d'une demande d'expertise pour risque grave, faisant suite à l'incendie du 26 septembre 2019 sur les sites de Lubrizol et Normandie Logistique de Rouen.

Dans la proposition méthodologique et financière proposée par la SAS ALIAVOX et acceptée par le Sdis 76, il est fait état des principes déontologiques du Cabinet, notamment le respect de la confidentialité et de l'anonymat, et plus précisément que « *La confidentialité et le secret professionnel qui garantissent que les informations recueillies dans le cadre de [leurs] interventions ne seraient pas divulguées ou restituées sous quelque forme que ce soit* ».

Dans le cadre de cette expertise, la SAS ALIAVOX a missionné le Dr DANGLOT en sa qualité d'expert toxicologique.

Le 5 janvier 2021, le Dr DANGLOT s'est exprimé sur les ondes nationales lors d'une interview pour France Inter, dont les propos ont été repris notamment par France Bleu dans un article diffusé sur leur site internet le 8 janvier 2021. A ces dates, le rapport du Cabinet ALIAVOX n'avait pas encore fait l'objet d'une restitution aux membres du CHSCT du Sdis 76.

Par courrier du 17 février 2021, la SAS ALIAVOX a reconnu le comportement fautif du Dr DANGLOT.

Le 29 juillet 2021, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime demandait à la SAS ALIAVOX, la réparation du préjudice subi du fait de la transmission d'informations confidentielles aux médias nationaux.

Le Sdis 76 et la SAS ALIAVOX ont trouvé un compromis permettant de clore ce litige, la SAS ALIAVOX acceptant de réparer le préjudice du Sdis 76.

En conséquence, il vous est proposé d'établir entre le Sdis 76 et la SAS ALIAVOX un protocole d'accord transactionnel pour clore le différend qui les oppose, et d'autoriser le Président à le signer.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20211007-DBCA-2021-070-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/10/2021

Affichage : 08/10/2021

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 07/10/2021
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER